



# PRÉFÈTE DE LA CHARENTE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

**relative à la demande d'autorisation environnementale unique déposée par la société CENTRALE ÉOLIENNE DES CROILIÈRES en vue de construire une éolienne supplémentaire au parc éolien des Croilières sur le territoire de la commune de Courcôme (16)**

Par arrêté en date du 8 septembre 2021, la préfète de la Charente a prescrit, conformément à la réglementation en vigueur, l'ouverture d'une enquête publique d'une durée de 32 jours, soit du **mardi 26 octobre 2021 à 13h 30 au vendredi 26 novembre 2021 à 17h inclus**, en vue d'autoriser la construction d'une éolienne supplémentaire au parc éolien des Croilières sur le territoire de la commune de Courcôme (16).

Le maître d'ouvrage est la Société Centrale Eolienne des Croilières dont le siège est situé 4 rue Euler à PARIS (75008). Toute personne pourra demander des informations sur le dossier au numéro de téléphone suivant : 06 34 26 32 34 – Mme Bérénice VANPOULLE – [berenice.vanpouille@neoen.com](mailto:berenice.vanpouille@neoen.com)

La Présidente du Tribunal Administratif de POITIERS a désigné, pour conduire cette enquête publique, Monsieur Jean-Marie DROUAUD, chef d'exploitation de la SAUR en retraite.

Pendant cette période, le dossier d'enquête, comprenant notamment l'étude d'impact relative au projet et l'avis de l'autorité environnementale, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés en mairie de Courcôme.

Le public pourra, dans ce lieu aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet.

Un poste informatique est installé dans le hall de la préfecture au 7 rue de la préfecture de la Charente à ANGOULÊME afin de permettre un accès gratuit au dossier pendant les jours et heures d'ouverture du public.

Les observations pourront être adressées soit par **voie postale** au commissaire enquêteur M. Jean-Marie DROUAUD à la mairie de Courcôme 18 Grand Rue de l'Océan (16240), siège de l'enquête, soit par **voie électronique** à l'adresse suivante :

[pref-obs-ep-eolien-croilieres-courcome@charente.gouv.fr](mailto:pref-obs-ep-eolien-croilieres-courcome@charente.gouv.fr)

et ceci jusqu'au **vendredi 26 novembre 2021 à 17h inclus**.

Le dossier soumis à enquête publique, les documents relatifs à l'enquête, les observations transmises par voie électronique seront publiés sur le site de la préfecture de la Charente: [www.charente.gouv.fr](http://www.charente.gouv.fr) (rubrique : politiques publiques – environnement/chasse – DUP-ICPE-IOTA /Courcôme) .

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations de la manière suivante :

1) en mairie de Courcôme :	mardi 26 octobre 2021	de 13h 30 à 16h 30
2) en mairie de Courcôme :	mercredi 3 novembre 2021	de 09h 00 à 12h 00
3) en mairie de Courcôme :	lundi 8 novembre 2021	de 09h 30 à 12h 30
4) en mairie de Courcôme :	samedi 20 novembre 2021	de 09h 00 à 12h 00
5) en mairie de Courcôme :	vendredi 26 novembre 2021	de 14h 00 à 17h 00

Le commissaire enquêteur peut, après information de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, prolonger celle-ci pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Préfecture de la Charente et dans la mairie précitée. Ils seront publiés sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante : [www.charente.gouv.fr](http://www.charente.gouv.fr) (rubrique Politiques Publiques – Environnement et Chasse – DUP-ICPE-IOTA/Courcôme) et mis à la disposition du public pendant un an.

Toute personne pourra obtenir communication du dossier, sur demande et à ses frais, pendant toute la durée de l'enquête, auprès des services de la préfecture de la Charente (Service de Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de l'Environnement, 7-9 rue de la préfecture, CS 92301,16023 ANGOULÊME CEDEX).

La décision d'autorisation ou de refus sera prise par arrêté de la préfète de la Charente.